

Nous Personnel-le-s et Usager-ère-s de la Santé, du Social et du Médico-social,

Nous vous accusons !

Vous, Emmanuel Macron et les gouvernements précédents, d'avoir mené des politiques mettant désormais en péril la santé de la population, dans toutes ses dimensions, physique, psychique et sociale.

Nous vous accusons d'avoir fait dangereusement progresser les déserts médicaux. Ainsi, 15 millions de personnes n'ont plus accès à un médecin traitant et les délais d'obtention d'un rendez-vous chez un spécialiste ou un paramédical, orthophoniste, kiné... s'allongent indéfiniment

Nous vous accusons d'avoir multiplié les obstacles financiers à l'accès aux soins : dépassements d'honoraires qui atteignent 3,5 milliards d'euros en 2021, franchises médicales, forfaits, restes à charge, remise en cause de l'AME pour les sans-papiers. Avec pour conséquence 30% des personnes qui reportent leurs soins et une forte progression des tarifs des mutuelles.

Nous vous accusons d'avoir organisé la casse de l'hôpital public, comme l'ont révélé la crise covid et la crise des Urgences :

- Suppressions massives de lits (4100 en 2021 en pleine pandémie), fermetures de services d'accueils d'urgence, de maternités, de centres d'IVG, démantèlement des hôpitaux de proximité vidés de la plupart de leurs activités, ayant abouti à priver des territoires entiers d'accès aux soins hospitaliers
- Destruction du secteur psychiatrique public ne permettant plus la continuité des soins psychiques en hospitalisation et en ambulatoire
- Concentration des établissements sanitaires et sociaux, privatisation et marchandisation rampante
- Etranglement financier et gestion de l'hôpital comme une entreprise de production, dont la tarification à l'activité (T2A) est la signature

Nous vous accusons d'avoir institué des politiques managériales génératrices de souffrance pour les personnel-le-s, non reconnu-e-s, maltraité-e-s, contraint-e-s à la démission, et de faire preuve de mépris vis-à-vis de ces métiers féminisés sous-payés du soin et de l'accompagnement.

Nous vous accusons de mettre en œuvre une déshumanisation du soin, de l'accompagnement médico-social et social, par une protocolisation à outrance et des pratiques inadmissibles et dégradantes d'isolement et de contention qui se multiplient en psychiatrie mais aussi dans les EHPADs et dans d'autres secteurs de soins.

Nous vous accusons d'avoir fait le choix de l'austérité budgétaire conduisant à une insuffisance criante de soignant-e-s et de personnel-le-s dans tous les secteurs de la santé du médico-social et du social.

Nous vous accusons de carences graves dans les politiques d'accompagnement et de soins des personnes en perte d'autonomie, à domicile et en institution comme le scandale Orpéa l'a encore démontré.

Nous vous accusons d'inaction coupable face aux pénuries de médicaments, aux prix scandaleux exigés par les laboratoires pharmaceutiques qui ponctionnent la Sécurité Sociale, aux scandales sanitaires.

Nous vous accusons d'avoir laminé la médecine préventive à l'école et au travail, supprimé les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail (CHSCT) et d'avoir abandonné une authentique politique de prévention sanitaire (malbouffe, maladies professionnelles et accidents de travail, pollution de l'air, pesticides, pollutions industrielles, pandémies, filtration de l'air intérieur, ...).

Nous vous accusons d'inaction coupable face aux inégalités sociales de santé.

Nous vous accusons d'avoir considérablement affaibli la Sécurité sociale par des exonérations récurrentes de cotisations sociales pour les entreprises.

Nous vous accusons de conduire des politiques sociales déshumanisantes, maltraitantes envers les populations et les personnel-le-s de la santé du social et du médico-social, d'avoir oublié qu'une politique de santé et de prévention se bâtit avec les populations.

Personnel-le-s et Usager-ère-s,

Mobilisons-nous tou-te-s ensemble,

pour contrer ces politiques et porter nos exigences :

- D'un accès aux soins et à un accompagnement social pour toutes et tous sur tout le territoire sans discrimination financière, géographique, culturelle, numérique, sociale, de genre, d'origine et de situation administrative.
- De la suppression des dépassements d'honoraires, vers la suppression des restes à charge.
- D'un Service public de santé de premier recours sur tout le territoire avec ouverture de centres de santé pluriprofessionnels, pour permettre une répartition des professionnel-le-s de santé en fonction des besoins.
- D'un Service public hospitalier présent sur tout le territoire, répondant à l'ensemble des besoins de la population.
- De réouvertures de lits, de services, d'hôpitaux de proximité, de maternités, de centres d'IVG... partout où cela est nécessaire, selon les besoins définis par les professionnels (médecins ou non), les usager-ère-s, associations, élu-e-s...
- D'un accès direct à un service d'urgence à moins de 30 minutes.
- Du retour à une réelle politique de secteur en psychiatrie.
- D'un arrêt des fermetures de lits et de services.
- De la définition d'un nombre maximum de patient-e-s par soignant-e et par activité, co-élaboré avec les équipes soignantes et les usager-ère-s
- D'un plan de formation à la hauteur des besoins, de l'instauration d'un pré-salaire étudiant, de moyens octroyés immédiatement pour ouvrir les places nécessaires dans les écoles et universités.
- De recrutements à la hauteur des besoins, co-évalués par unité avec les personnel-le-s, usager-ère-s, dans tous les établissements sanitaires et médico-sociaux
- De la reconnaissance des professionnel-le-s de santé par des mesures salariales et statutaires prenant en compte l'engagement, la responsabilité, la formation et la pénibilité.
- De la participation effective aux décisions des personnel-le-s, de toute catégorie, de santé, du social et du médico-social, et des usager-ère-s.
- De la reconnaissance du médicament comme bien commun, et non comme marchandise, pour permettre un accès au meilleur prix.

- De la reconquête et du renouvellement de la Sécurité Sociale, avec un 100% Sécu, un financement à la hauteur des besoins, le retour à une gestion par les représentant-e-s des usager-ère-s et assuré-e-s sociaux.
- De la sortie de la gestion marchande du système de santé et de la politique d'austérité imposée par l'ONDAM (Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie), avec son enveloppe fermée qui empêche de répondre à la satisfaction des besoins.
- D'une modification de la loi de finance de la Sécurité Sociale dans l'urgence, dès 2023, et d'une augmentation des budgets.

Il y a urgence à défendre le droit à la santé, à l'accès aux soins, à l'accompagnement social et à une protection sociale de qualité pour tous et toutes, c'est une exigence d'égalité !

Personnel-le-s, Usager-ère-s, participons nombreux-ses aux initiatives portant ces propositions et revendications et en particulier

- **Le 8 mars, journée internationale des droits des femmes,**
- **Dans la semaine du 7 avril journée mondiale de la santé,**
- **Le 13 mai la manifestation nationale pour les services publics à Lure.**

Premiers signataires

Syndicats : Fédération CGT Santé Action Sociale, Fédération des Orthophonistes de France, Fédération Syndicale Unitaire (FSU), Fédération Sud Collectivités territoriales, Fédération Sud Education, Fédération Sud Santé Sociaux, Solidaires, SUD Chimie Sanofi Montpellier, Syndicat National des Infirmier(e)s Conseiller(e)s de Santé-FSU, Syndicat de la Médecine Générale, Union Fédérale Médecins Ingénieurs Cadres Techniciens-CGT Santé Action Sociale, Union syndicale de la psychiatrie,

Associations et collectifs : Act Up Sud-Ouest, Association des Médecins Urgentistes de France, Appel des appels, Association ETM46, Association nationale des sage-femmes orthogénistes, ATTAC, Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, CapitalExit, Cerises la coopérative, Collectif CIVG Tenon, Collectif National Droit des Femmes, Collectif artisanofric, Collectif Inter-Urgences, Comité Ivryen pour la santé et l'hôpital public, Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, Confédération internationale solidaire et écologiste, Convergence nationale des collectifs de défense et de développement des services publics, Coordination nationale des comités de défense des hôpitaux et maternités de proximité, Europe solidaire sans frontières, Femmes égalité, Fondation Copernic, La santé n'est pas une marchandise, LaSantéUnDroitPourTous, Le fil conducteur psy, Médicament bien commun, People's Health Movement France, Planning familial du Val de Marne, Printemps de la psychiatrie, Printemps du CARE, Résistance sociale, Stop précarité

Avec le soutien des organisations politiques : ENSEMBLE!, Europe-Ecologie Les Verts, Génération.s, Gauche écosocialiste, France insoumise, Nouveau Parti Anticapitaliste, Parti Communiste Français.



contact : notesanteendanger2avril@gmail.com